

[Text]

ity is beyond the public's competence, its knowledge, its ability to access the knowledge. That does not mean that the public should not take responsibility. It should, and I will come to that in a minute. I am saying that it is not a pragmatic option, and the reason it is not is that it is not viable.

So my argument will be that if the various governments in Canada are really serious about getting people to change their behaviour and their lifestyles, the equation that they cannot exercise that option by themselves has to be included. What is presently happening politically is that we are being told, "The state will take care of you when you are ill and you will have universal accessible care, but you will have to look after your health and your wellness." I want to stress that I think of this choice as a political one. However, we do not tend to see the choice as a political choice. We see the state delivering care as a political choice, but we do not tend to see the individual in exercising responsibility as having a political choice. I think the matter of political choice should be debated and discussed, and I am not convinced that this is happening in Canada. I think it is happening by neglect rather than as a conscious kind of policy.

I would like to talk about what wellness is and how it fits into this kind of state and how it fits into the comments I have just made. The first problem is one of definition and what constitutes "wellness." I am sure that you will hear many definitions in the course of your hearings. The definition I give in my paper is one that has been used by the wellness conferences run in Toronto over the past two years. It reads:

Wellness is more than a concept. It is a way of life, an integrated enjoyable approach to living that emphasizes the importance of achieving harmony in all parts of the person; mind, body and spirit. It is a lifestyle that creates the greatest potential for personal well-being. More than an absence of illness, it is a balance among all of the aspects of the person.

That nice flurry of words begs the question, "What do they mean?" The easiest way to describe "wellness" and what is happening in the health field around wellness is to look at what has happened in the health field generally. In the later nineteenth century and the beginning of the twentieth century the health field focused on illness, and the great achievements in medicine in the development of wonder drugs and surgery have focused largely on very sick people—trauma, in-stage illness, disease and so on.

Senator David: What is your reference?

Mr. Coulter: I am on page six of the brief.

Senator David: Is this definition by Sedgwick?

Mr. Coulter: I believe so.

[Traduction]

un problème, car ce public n'est pas en mesure d'exercer une telle responsabilité. Elle dépasse sa compétence, ses connaissances, sa capacité d'avoir accès aux connaissances requises. Cela ne signifie pas que le public ne devrait pas prendre de responsabilités, bien au contraire, et j'y viendrai dans un instant. Tout ce que je veux dire, c'est que ce n'est pas une solution pragmatique, et cela, parce qu'elle n'est pas viable.

Mon argument est donc le suivant: si les gouvernements du Canada tiennent vraiment à ce que les gens changent de comportement et de mode de vie, il faut intégrer dans l'équation le fait qu'ils ne sont pas capables d'exercer eux-même cette option. Sur le plan politique, on nous dit maintenant que «l'État s'occupera de vous lorsque vous êtes malade et que vous jouirez de l'universalité d'accès aux soins, mais il faudra que vous vous occupiez vous-même de votre santé et de votre bien-être physique». Je tiens à souligner le fait que ça me paraît être un choix politique. Pourtant, nous avons tendance à ne pas le considérer comme tel. La prestation de soins par l'État nous apparaît comme un choix politique, lorsque nous considérons l'individu qui exerce sa propre responsabilité cela ne nous paraît plus être un choix politique. J'estime que la question de choix politique devrait être débattue, et je ne suis pas du tout convaincu que c'est ce qui se passe au Canada. Ce qui s'y passe est le résultat de la négligence plutôt que d'une politique raisonnée quelconque.

J'aimerais maintenant vous dire ce qu'est la notion d'état de bien-être et de quelle manière elle s'intègre à ce genre de situation et concorde avec les observations que je viens de faire. Le premier problème consiste à définir ce qu'est l'«état de bien-être». Je suis certain qu'au cours de vos audiences vous en entendrez bien des définitions. Celle que je donne dans mon mémoire est celle qui a été utilisée aux conférences sur ce sujet tenus à Toronto au cours de ces deux dernières années:

L'état de bien-être est plus qu'un concept. C'est un véritable mode de vie, une façon intégrée et agréable de vivre qui privilégie l'importance de l'harmonie dans toutes les parties de la personne; le corps et l'esprit. C'est un mode de vie qui offre les plus grandes possibilités de bien-être personnel. Plus qu'une absence de maladie, elle constitue un équilibre entre tous les éléments constitutifs de la personne.

Cette belle envolée soulève des questions, «Qu'est ce que cela veut dire?» La meilleure façon de décrire «l'état de bien-être» et ce qui se passe dans le domaine de la santé sur ce plan, est de considérer ce qui s'est produit dans ce domaine en général. À la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, l'accent a été mis sur la lutte contre les maladies, et les grandes réalisations de la médecine grâce à la création de médicaments miracles et aux progrès de la chirurgie visaient surtout les grands malades—les victimes de traumatismes, les maladies évolutives, les maux graves, etc.

Le sénateur David: Où se trouve votre référence?

M. Coulter: À la page six du mémoire.

Le sénateur David: Est-ce la définition donnée par Sedgwick?

M. Coulter: Je crois que oui.